

Avis de l'Institut des réviseurs d'entreprises (ci-après «IRE») portant sur:

Projet de loi 5231 portant modification de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies)

Le 6 novembre 2003 le Ministre des Finances a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi no. 5231 portant modification de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières («holding companies»).

Le projet de loi a pour objet de mettre le régime fiscal de ces sociétés en ligne avec les conclusions et recommandations prises le 3 juin 2003 par le Conseil des Ministres de l'Union européenne en matière de fiscalité des entreprises.

L'IRE n'entend pas commenter le contexte général et l'opportunité politique du projet de loi, mais limitera principalement ses propos aux aspects concernant l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises et, plus particulièrement, à la certification du respect de l'exclusion de la réception de plus de 5% de dividendes en provenance de juridiction à faible fiscalité.

1. Différentiation entre expert-comptable et réviseur d'entreprises

Afin de rendre le régime des «holdings companies» compatible avec les règles édictées par le code de conduite ECOFIN, il est indiqué d'exclure dorénavant du statut holding toute société luxembourgeoise qui reçoit au moins 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non-résidentes qui ne sont pas assujetties à un impôt sur le revenu comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités au Luxembourg. Le respect de cette condition est à certifier annuellement par un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable.

L'IRE s'étonne que deux professionnels de la comptabilité, l'expert-comptable et le réviseur d'entreprises, soient cités conjointement pour certifier le respect de cette règle. La loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises donne au réviseur d'entreprises un monopole sur les missions de contrôle légal des comptes annuels et autres missions légales exigeant du réviseur d'entreprises l'expression d'une opinion. Il n'y a pas de texte de loi autorisant les experts-comptables à exercer des missions d'expression d'une opinion autre que celle en relation avec le contrôle contractuel des comptes annuels.

2. La certification

Le terme de certificat est en lui-même intéressant. Dans le langage technique utilisé dans le métier du réviseur d'entreprises, la certification est le résultat d'une mission d'assurance qui doit être exécutée en toute indépendance par rapport à la société concernée.

Les réviseurs d'entreprises disposent de normes professionnelles pour établir un tel certificat. En effet, toute mission d'assurance est effectuée dans le respect des normes internationales de révision. L'IRE est d'avis que seul ses membres sont habilités à se référer à ces normes¹ qui constituent un référentiel cohérent et exhaustif assurant la qualité de la mission et du certificat établi. Toute référence à ces normes par un non-réviseur d'entreprises ne peut que conduire à une confusion quant à la qualité du professionnel auteur du certificat.

Si un professionnel n'ayant pas la qualité de réviseur d'entreprises était appelé à établir des certificats, le législateur devrait édicter des règles de conduite de cette mission garantissant un même niveau de qualité. En l'absence de telles règles, la nouvelle loi provoquera une confusion certaine auprès des bénéficiaires et des mandants de ces certificats, ainsi qu'auprès de tout tiers qui n'aurait aucune certitude que le document qui lui a été présenté provient d'un professionnel du contrôle au Luxembourg.

¹ Les normes internationales de révision sont édictées par «l'International Audit and Assurance Standard Board» sous l'égide de «l'International Federation of Accountants Board» dont seul l'IRE est membre au Luxembourg.

3. Délai de remise du certificat

Dans le commentaire des articles, il est précisé que le certificat est à joindre à la déclaration de la taxe d'abonnement pour le 4^{ème} trimestre de l'année de référence i.e 20 jours après la date de clôture. Ce délai proposé pour la remise du certificat est ressenti comme insuffisant. En effet, il semble difficile d'exiger l'émission d'un certificat se rapportant à une information comptable relative à un exercice alors même que les comptes annuels de cet exercice ne sont pas arrêtés dans ce délai.

4. Conclusion

Pour l'ensemble des raisons évoquées ci-avant, il est proposé de réserver la certification présentée au projet de loi à la seule profession de réviseur d'entreprises. Par ailleurs, il serait souhaitable de reporter le délai de la remise du certificat, par exemple, à la date du dépôt légal des comptes annuels.

Luxembourg, le 9 décembre 2003

Pour le Conseil de l'IRE



Pierre KRIER
Président